

5. *Approuve* les recommandations du Comité du programme et de la coordination sur l'extension progressive à tous les organes subsidiaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social du système de présentation d'états des incidences sur le budget-programme et sur la manière d'améliorer le contenu de ces états, s'agissant des incidences au niveau des programmes, dans le contexte de l'exécution du budget-programme et de l'utilisation et du fonctionnement du fonds de réserve⁵⁷;

6. *Partage* l'avis du Comité du programme et de la coordination sur la nécessité d'améliorer la justification des modifications qu'il est proposé d'apporter au tableau d'effectifs de l'Organisation⁵⁸;

7. *Reconnaît* la nécessité d'améliorer encore la méthodologie et la présentation du projet de budget-programme et approuve les recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à ce sujet⁵⁹;

8. *Souligne* l'importance de tous les rapports demandés par le Comité du programme et de la coordination, notamment ceux visés aux paragraphes 96, 117 et 263 de son rapport, qui doivent être présentés à l'Assemblée générale lors de sa quarante-sixième session;

II

QUESTIONS RELATIVES À LA COORDINATION

1. *Fait siennes* les vues du Comité du programme et de la coordination sur l'importance d'améliorer la coordination par l'utilisation optimale des mécanismes existants⁶⁰;

2. *Souligne* le rôle central du Comité administratif de coordination dans la coordination des activités du système des Nations Unies au niveau intersecrétariats et, à cet égard, le rôle directeur du Secrétaire général en tant que président du Comité administratif de coordination;

3. *Accueille favorablement* le rapport d'ensemble annuel du Comité administratif de coordination pour 1990⁶¹ et, en particulier, le rapport sur les programmes et les ressources du système des Nations Unies⁶²;

4. *Approuve* les recommandations du Comité du programme et de la coordination sur les réunions communes du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination⁶³, en particulier en ce qui concerne la nécessité d'engager un dialogue

constructif, à un niveau élevé, entre les États Membres et les chefs de secrétariat;

5. *Note* que le thème choisi pour la vingt-sixième série de réunions communes des deux comités qui aura lieu à New York les 22 et 23 octobre 1991 est l'application, par les organismes des Nations Unies, de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement, qui devra être examinée en tenant compte de l'application de la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, contenue dans l'annexe à la résolution S-18/3 de l'Assemblée générale, en date du 1^{er} mai 1990;

6. *Rappelle* que, à la vingt-sixième série de réunions communes, les deux comités devront adresser des recommandations au Conseil, conformément aux dispositions de la résolution 45/264 de l'Assemblée générale, sur les thèmes que le Conseil aura à choisir à sa session d'organisation en vue de leur examen lors de son débat consacré aux questions de coordination;

7. *Rappelle également* que, conformément à la résolution 45/264 de l'Assemblée générale, le Comité du programme et de la coordination et les réunions communes des deux comités devront adresser au Conseil des recommandations, destinées à être examinées lors de son débat consacré aux questions de coordination, sur l'évaluation de l'état de la coordination à l'échelle du système;

8. *Prie* le Comité du programme et de la coordination, compte tenu de ce qui précède, et eu égard à l'accroissement de la charge de travail entraînée pour le Comité par la mise en œuvre de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale et par la documentation qu'il est prévu d'établir, de passer en revue son programme de travail et de formuler des suggestions sur le calendrier et la durée de ses sessions, en prenant en considération les résultats de l'examen des mécanismes subsidiaires dans les domaines économique et social et les domaines connexes, en vue de leur restructuration et revitalisation éventuelles, auquel l'Assemblée générale procédera à sa quarante-sixième session en application de sa résolution 45/264;

9. *Approuve* l'ordre du jour provisoire de la trente-deuxième session du Comité du programme et de la coordination, tel qu'il figure au paragraphe 478 du rapport du Comité.

32^e séance plénière
26 juillet 1991

⁵⁷ Ibid., par. 404 à 412.

⁵⁸ Ibid., par. 41 à 44.

⁵⁹ Ibid., par. 48 à 53.

⁶⁰ Ibid., par. 452.

⁶¹ E/1991/42 et Add.1 et 2.

⁶² E/1991/42/Add.1.

⁶³ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-sixième session, Supplément n° 16 (A/46/16), par. 457 à 461.

1991/68. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général⁶⁴ et le rapport du Président du Conseil économique et social⁶⁵ concernant la question de l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies,

Ayant entendu les déclarations faites par le représentant du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et par le Vice-Président du Comité spécial contre l'apartheid,

Rappelant la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que toutes les autres résolutions adoptées à ce sujet par les organes de l'Organisation des Nations Unies, notamment la résolution 45/18 de l'Assemblée générale, en date du 20 novembre 1990, et la résolution 1990/60 du Conseil économique et social, en date du 26 juillet 1990,

Réaffirmant qu'il incombe aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies de prendre, dans leurs domaines de compétence respectifs, toutes mesures efficaces en vue d'aider à l'application intégrale et rapide de la Déclaration et des autres résolutions pertinentes des organes de l'Organisation des Nations Unies,

Rappelant également la résolution S-16/1 de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1989, contenant la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe,

Considérant que la paix et la stabilité en Afrique australe ne pourront être instaurées durablement que lorsque le système d'apartheid en Afrique du Sud aura été éliminé et l'Afrique du Sud transformée en un pays uni, démocratique et non racial, et réaffirmant, en conséquence, que toutes les mesures nécessaires doivent être adoptées dès maintenant pour mettre fin rapidement au système d'apartheid dans l'intérêt de tous les peuples d'Afrique australe, du continent africain et du monde entier,

Profondément préoccupé de constater que les objectifs de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux n'ont pas été entièrement atteints,

Tenant compte de l'extrême fragilité des économies des petits territoires insulaires et de leur vulnérabilité aux catastrophes naturelles telles que les ouragans et les cyclones, et rappelant les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale,

Tenant compte également des conclusions et recommandations de la Réunion d'experts gouvernementaux des pays en développement insulaires avec les pays et organismes donateurs, tenue à New York du 25 au 29 juin 1990⁶⁶,

Constatant avec satisfaction que les réfugiés d'Afrique australe ont continué de bénéficier d'une aide par le truchement du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés,

1. *Prend acte* du rapport du Président du Conseil économique et social et fait siennes les observations et suggestions qu'il contient;

2. *Prend acte également* du rapport du Secrétaire général;

3. *Réaffirme* que la reconnaissance par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies de la légitimité des aspirations des peuples coloniaux qui entendent exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance a pour corollaire l'octroi, par les organismes des Nations Unies, de tout l'appui moral et matériel nécessaire à ces peuples;

4. *Exprime ses remerciements* aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies qui ont continué de coopérer, sous des formes et à des degrés divers, avec l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales concernées à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et des autres résolutions pertinentes des organes de l'Organisation des Nations Unies, et prie instamment toutes les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies de contribuer à assurer l'application intégrale et rapide des dispositions pertinentes de ces résolutions;

5. *Recommande* que tous les États intensifient leurs efforts au sein des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies afin d'assurer l'application intégrale et effective de la Déclaration et des autres résolutions connexes des Nations Unies;

6. *Prie* les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies de s'employer, dans le cadre de leurs mandats respectifs, à renforcer le soutien déjà apporté aux derniers territoires sous tutelle et non autonomes et à élaborer à leur intention des programmes supplémentaires d'assistance;

7. *Prie* les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies, ainsi que les organisations internationales et régionales, de prendre, dans leurs domaines de compétence, des mesures appropriées pour accélérer le progrès de ces territoires dans les secteurs économique et social;

8. *Prie également* les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies de tenir dûment compte, dans la formulation de leurs programmes d'as-

⁶⁴ A/46/229.

⁶⁵ E/1991/116.

⁶⁶ Voir A/CONF.147/5-TD/B/AC.46/4.

sistance, du texte intitulé « Problèmes et perspectives : schéma de stratégie », qui a été adopté à l'unanimité par la Réunion d'experts gouvernementaux des pays en développement insulaires avec les pays et organismes donateurs⁶⁷;

9. *Se félicite* que le Programme des Nations Unies pour le développement, poursuivant une démarche dont il a pris l'initiative, continue à maintenir des contacts étroits entre les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies et à coordonner les actions menées par les institutions spécialisées pour fournir une assistance efficace aux peuples des territoires coloniaux, et demande aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies d'apporter d'urgence un concours généreux aux activités de secours, de relèvement et de reconstruction dans les territoires non autonomes victimes de catastrophes naturelles;

10. *Prie instamment* les puissances administrantes intéressées de faciliter la participation de représentants des gouvernements des territoires sous tutelle et non autonomes aux réunions et conférences pertinentes des institutions et organismes afin que les territoires puissent bénéficier au maximum des activités connexes des institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies;

11. *Prie instamment* les organes directeurs des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait d'inscrire à l'ordre du jour de leurs sessions ordinaires une question distincte relative aux progrès que ces institutions ou organismes ont réalisés dans l'application de la Déclaration et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies;

12. *Prie instamment* les chefs de secrétariat des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies d'élaborer, avec la coopération active des organisations régionales concernées, des propositions concrètes en vue de l'application intégrale des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et de soumettre, à titre prioritaire, ces propositions à leurs organes directeurs et délibérants;

13. *Prie instamment* les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies d'adhérer au programme d'action contenu dans la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe, en ce qui concerne en particulier l'intensification du soutien à tous les adversaires de l'apartheid, le recours à des mesures concertées et efficaces en vue de faire pression pour assurer l'abolition rapide de l'apartheid et la vigilance afin que ne soient pas relâchées les mesures déjà prises pour amener le régime sud-africain à éliminer l'apartheid tant que n'existeront pas des preuves manifestes de changements profonds et irréversibles;

14. *Souligne* qu'il est nécessaire, dans le contexte de la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences

destructrices en Afrique australe, que les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies apportent toute l'aide possible aux États de première ligne et aux États voisins pour leur permettre de redresser leur économie qui a subi les effets néfastes des actes d'agression et de déstabilisation de l'Afrique du Sud, de résister à de nouveaux actes de ce genre et de continuer d'appuyer le peuple sud-africain;

15. *Appelle l'attention* du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux sur la présente résolution et sur les débats consacrés à la question à la seconde session ordinaire de 1991 du Conseil économique et social;

16. *Prie* le Président du Conseil économique et social de rester en relation étroite à propos de ces questions avec le Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et de faire rapport au Conseil à ce sujet;

17. *Prie également* le Président du Conseil économique et social de rester en relation étroite avec le Président du Comité spécial contre l'apartheid, cet organe étant au centre de la campagne menée à l'échelle internationale contre l'apartheid, et de faire rapport au Conseil comme il conviendra à ce sujet;

18. *Prie* le Secrétaire général de suivre l'application de la présente résolution, en accordant une attention particulière aux mesures de coordination et d'intégration prises pour donner le maximum d'efficacité aux activités d'assistance entreprises par les divers organismes des Nations Unies et de présenter un rapport à ce sujet au Conseil lors de sa session ordinaire de 1992;

19. *Décide* de maintenir ces questions à l'examen.

32^e séance plénière
26 juillet 1991

1991/69. Assistance au peuple palestinien

Le Conseil économique et social

Recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

« Assistance au peuple palestinien

« *L'Assemblée générale,*

« *Rappelant* sa résolution 45/183 du 21 décembre 1990,

« *Tenant compte* de l'intifada du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, soulèvement provoqué par l'occupation israélienne et par la politique et les pratiques israéliennes dans les domaines économique et social,

« *Rejetant* les restrictions imposées par Israël aux apports extérieurs d'assistance économique et sociale destinés au peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé,

⁶⁷ Ibid., chap. II.